

Les gouvernements ont voulu redresser ces situations par divers palliatifs, par des travaux publics ou des secours directs aux plus éprouvés. On vole Pierre pour payer Paul, et l'on augmente constamment le degré de pauvreté au lieu de le déraciner.

Les gouvernements ne peuvent se procurer l'argent nécessaire à ces remèdes que de deux façons:

1. Par des impôts soutirés du revenu déjà insuffisant des consommateurs;
2. Par des emprunts venant des banques. Monnaie nouvelle faite par les banques, mais plus tard réclamée plus qu'en entier, vu l'intérêt qu'elle comporte.

La faillite de ces remèdes est donc très évidente, car ils laisseront les consommateurs non plus comme dette envers les banquiers et comme grevé d'intérêts, mais émettre de l'argent absolument libre de dette.

Pour résoudre ce problème, il est clair que les gouvernements doivent reprendre leur prérogative et exercer eux-mêmes le «contrôle» sur le volume de l'argent nécessaire au peuple.

Il doit baser la monnaie sur la capacité productive du pays, émettre l'argent nouveau non plus comme dette envers les banquiers et comme grevé d'intérêts, mais émettre de l'argent absolument libre de dette.

Pour empêcher automatiquement toute inflation et déflation, pour maintenir un équilibre parfait et constant entre les prix et le pouvoir d'achat, les prix devront être soumis à un escompte rationnel établi d'après la statistique de la production et de la consommation. Cet escompte sera calculé de manière à combler l'écart entre les prix et le pouvoir d'achat collectif.

Y a-t-il des personnes opposées au Crédit social? Oui, je signalerai quelques catégories. Les gros manitous des banques et des trusts formés dans l'orbite des banques y sont opposés, car ils pressentent la perte de leur précieux monopole, de leur source d'exploitation du public. Leurs valets de la politique, qui sont plus sensibles à la caisse électorale qu'aux besoins du public et qui soutiennent l'opposition des banquiers.

Les partis politiques n'ont pas encore placé le Crédit social dans leur programme, justement parce qu'ils écoutent la voix des bailleurs de fonds et que le peuple insuffisamment renseigné n'a pas encore fait entendre la sienne.

Les 30 députés de ce coin-ci de la Chambre, qui ont été élus par plus de 500,000 électeurs, commencent à éclairer les citoyens de la province de Québec et du Canada.

Les distributeurs de «patronage» sont généralement opposés au Crédit social, car si le public a de l'argent, eux n'auront plus d'importance.

Certains parvenus sont opposés au Crédit social, parce qu'ils aiment à briller en éclipsant ceux qui n'ont rien. Ils craignent que le public, n'ayant plus besoin de ramper pour avoir le droit de vivre, se permette de juger les hommes d'après leur valeur morale, et non plus d'après leur portefeuille.

Je remarque que les adversaires affirment ou nient, mais ne prouvent pas. Ou bien ils le font en défigurant le Crédit social pour le rendre «critiquable»; mais un d'eux, en cette Chambre, est même allé jusqu'à traduire faussement des textes et leur donner des significations arbitraires; ce n'est plus de l'ignorance, mais de la mauvaise foi.

C'est saint Louis, roi de France, qui disait:

Le premier devoir d'un roi est de frapper l'argent, lorsqu'il en manque, pour la bonne vie économique de ses sujets.

Il n'est pas du tout nécessaire, ni recommandable de supprimer les banques, ni de les nationaliser. Le banquier est un expert en comptabilité et en placements. Il est donc justifié de continuer à recevoir et à faire fructifier les épargnes, en prenant une part de profit.

Mais manufacturer l'argent est un acte de souveraineté qui ne doit pas être lié à une banque. Il nous faut sortir la souveraineté de la banque et la replacer aux mains de la nation.

L'argent de chiffre est une bonne invention moderne qu'il faut garder, mais au lieu d'avoir leur origine sous une plume privée à l'état de dette, les chiffres qui servent d'argent doivent naître sous la plume d'un organisme national à l'état d'argent serviteur.

On doit cesser de souffrir...

M. le président suppléant: A l'ordre! Je regrette d'avoir à signaler à l'honorable député que son temps de parole est maintenant expiré.

(Traduction)

M. MacInnis: Monsieur le président, voilà plusieurs semaines que notre groupe s'évertue à présenter à la Chambre, pour qu'elle les étudie judicieusement, certaines recommandations et certaines propositions qui, nous le croyons sincèrement, nous aideraient beaucoup à résoudre les deux problèmes d'envergure auxquels le Canada est en butte à l'heure actuelle: la lenteur de notre croissance économique et le grave problème du chômage. Chaque fois, les deux autres groupes de l'opposition qui siègent en cette enceinte lancent le cri traditionnel: «socialisme». On a l'impression qu'ils enfourchent leurs coursiers blancs et qu'ils font flotter leurs bannières dans les airs. Voilà les gens qui vont saper nos libertés. Monsieur le président, cette manœuvre n'est pas sans ressembler à celles qu'emploient la société John Birch et d'autres